

Vladimir Ilitch et la direction de l'industrie planifiée

(Souvenirs des premiers mois de la Révolution d'Octobre)

M. G. Jivotov

Source: Lénine en Octobre 1917. Témoignages d'artisans de la révolution d'Octobre (Recueil collationné par l'Institut Marx – Engels – Lénine de Moscou), *Bureau d'Éditions, Paris, 1934, pp. 68-71. Première publication dans «Economitcheskaja Jizn», n°95, 25 janvier 1924. Note MIA.*

Pour nous, travailleurs du Soviet des comités d'entreprises, à l'époque où il fallait « *désarçonner la bourgeoisie de sa propriété* », selon l'expression de Vladimir Ilitch à une des séances des comités d'usines, chaque parole de Lénine était une loi.

A partir du moment où la classe ouvrière a pris le pouvoir entre ses mains, les comités d'usines ne pouvaient plus désormais poursuivre leur travail sans un contrôle effectif de la production. Réfléchissant à cette question, au Soviet des comités d'usines, le camarade Amossov et moi avons élaboré le plan d'une organisation d'État, destinée à régulariser et à diriger toute l'économie et toute l'industrie. Nous décidâmes de consulter Vladimir Ilitch à ce sujet.

Le 28 ou le 29 octobre 1917, Vladimir Ilitch nous reçut à Smolny, au deuxième étage dans son cabinet de travail. Nous invitait à prendre place autour d'une petite table ronde, il nous interrogea sur le but de notre visite. Nous lui exposâmes notre plan en détail et lui montrâmes notre schéma. Avec une attention qui nous étonna, il nous questionna sur les particularités les plus menues de notre schéma et insista sur la composition et la dénomination de l'organisme projeté.

Nous lui montrâmes une liste de représentants du commissariat et des organisations ouvrières, appelés à faire partie de l'assemblée plénière, et nous lui dîmes que nous pensions appeler cet organe Conseil supérieur de l'économie publique ^[1] ; il répéta plusieurs fois ce nom, le déclarant très réussi ; il exprima ensuite en quelques mots l'idée qu'à un pouvoir ouvrier un tel organisme est nécessaire, que notre tâche consiste à généraliser les moyens de production, qu'avec un tel organisme les ouvriers dirigeraient eux-mêmes leur économie.

Encouragés par la sympathie de Vladimir Ilitch, nous nous permîmes de lui proposer de retenir notre projet en vue d'un décret, ce à quoi il a répondu en riant : « *Je ne pourrais pas faire un décret avec les signes variés de votre schéma ! Exposez vos idées sur une feuille de papier, de telle sorte qu'il y ait des paragraphes et des points, alors nous pourrons songer à un décret* ».

Lui ayant avoué franchement que nous n'étions pas capables de rédiger un décret, il dit en plaisantant : « *Mais alors comment ferons-nous ?* ». Nous lui demandâmes de l'écrire lui-même ; il nous répondit qu'il

[1] Un Conseil supérieur de l'économie nationale sera instauré par un décret du 2 décembre 1917, en tant qu'organe du Conseil des Commissaires du peuple. Il était chargé, sous la direction d'Ossinsky, Rykov et Larine, « *d'organiser l'économie nationale et les finances d'État* » en élaborant « *le plan d'organisation de la vie économique du pays et en coordonnant l'activité des organismes centraux et locaux et des commissariats du peuple correspondants (commerce et industrie, ravitaillement, agriculture, finances, etc.)*, du Conseil du contrôle ouvrier ainsi que l'activité en rapport des organisations des fabriques et usines et des organisations syndicales de la classe ouvrière ». Il cédera sa place en 1921 au Gosplan (Commission, puis Comité d'État pour la planification).

n'en avait pas le temps, mais qu'il nous enverrait quelqu'un pour nous aider.

En quittant Vladimir Ilitch nous étions réjouis de la sympathie avec laquelle il avait accueilli notre projet ; en même temps nous nous pénétrions de l'idée qu'il avait exprimée : « *Le pouvoir ouvrier doit avoir un organisme tel qu'à travers lui la classe ouvrière puisse diriger sa propre économie.* »

En tant que représentants du Soviet des comités d'entreprises nous rendîmes une autre visite à Vladimir Ilitch.

À la fin de janvier 1918, par suite du sabotage criminel par la bourgeoisie non encore vaincue sur le terrain économique, les usines de Pétrograd, ne recevant pas de commandes s'arrêtèrent l'une après l'autre. Il nous sembla alors que si nous pouvions centraliser tout le travail, toutes les commandes, toutes les déclarations faites par les usines, nous serions en mesure de savoir lesquelles sont assurées de commandes et lesquelles ne le sont pas. Il nous sembla que si le gouvernement faisait paraître un tel décret tout irait bien. C'est à ce propos que nous nous rendîmes chez Vladimir Ilitch.

Nous étions quelques-uns. Je ne me souviens plus de leurs noms ; si ces camarades sont vivants ils pourront compléter mon récit au cas où quelque chose m'aurait échappé.

Vladimir Ilitch nous reçut à Smolny et dans une conversation fraternelle nous lui exposâmes notre demande ; il nous donna une réponse précise et un conseil qui nous étonnèrent. Il déclara que dans notre économie, étant donné la dispersion extrême de la consommation paysanne, la centralisation des commandes est impossible. Avant de parler de cela, nous devions appliquer tous nos efforts à attirer toute la population dans la coopération et principalement la classe ouvrière et la paysannerie et quand nous aurions devant nous des consommateurs organisés, et quand ces derniers seraient liés à notre industrie, alors nous n'aurions besoin d'aucun décret.

— Et maintenant, conclut Vladimir Ilitch, il faudrait que vous, travailleurs des comités d'usines, vous prêtiez la plus grande attention à l'organisation de la défense contre l'agression des gardes blancs et que vous preniez une grande part dans la lutte contre les contre-révolutionnaires et les saboteurs à l'intérieur.

Ainsi, déjà en 1918, dans les conditions d'un sabotage acharné et de la contre-révolution, le génie de Lénine avait déjà prévu la nécessité de la liaison de notre industrie avec la paysannerie à travers la coopération.